

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.612/2
DU 5 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 9 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 25 avril 2007 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'Ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, et les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le projet utilise à de nombreuses reprises l'expression "organisation syndicale". Conformément à l'article 1^{er}, 4/ et 5/, il y a lieu d'écrire, selon le cas, "organisation syndicale agréée" ou "organisation syndicale représentative".

Observations particulières

Préambule

À l'alinéa 4, il convient d'écrire :

"Vu l'avis 45.612/2 du Conseil d'État, donné le 5 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;"

Dispositif

Article 1^{er}

1. Le 9/ définit la notion de "période de référence". Or, cette expression n'est pas utilisée dans le projet. La définition est donc inutile.

.../...

2. Les 7/, 8/ et 10/ se réfèrent à l'article 16 de la loi du 25 avril 2007 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'Ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, et les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux, qui concerne la première application de la vérification de la représentativité visée à l'article 11, § 1^{er}, de cette même loi. Qu'en sera-t-il pour les vérifications suivantes ?

Article 2

C'est l'article 4 de la loi qu'il faut mentionner et non l'article 3.

Article 4

En vertu de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2007, précitée, la délégation de l'autorité, au sein du comité de négociation, comprend le Ministre de la Justice et les Ministres compétents pour la Fonction publique et le Budget ou leurs délégués dûment mandatés.

Le projet ne peut, dès lors, prévoir que la délégation de l'autorité se compose, au maximum, de huit membres désignés par le Ministre de la Justice.

Il est vrai que l'article 5, alinéa 3, de la loi du 25 avril 2007, précitée, dispose que le Roi détermine la composition du comité de négociation. Pour être compatible avec l'article 5, alinéa 2, cette habilitation ne peut se comprendre que comme concernant la composition de la délégation par organisation syndicale représentative.

Article 8

L'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 2007, précitée, prévoit que le Roi peut déterminer les cas d'urgence dans lesquels une négociation peut ne pas avoir lieu. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, contient une disposition identique pour la concertation.

.../...

En ce que le 4/ de l'alinéa 1^{er} prévoit une négociation, il ajoute aux termes de l'article 3 de la loi du 25 avril 2007, précitée, qui habilite le Roi à déterminer les cas d'urgence dans lesquels une négociation n'est pas requise. Il y a lieu, dès lors, d'omettre l'alinéa 1^{er}, 4/.

Article 11

Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison, à l'alinéa 2 de l'article 11 du projet, le délai ne peut être prorogé que de commun accord entre les délégations présentes alors qu'à l'alinéa 3, la réduction du délai peut avoir lieu sur la décision du seul Président ¹.

Articles 17 à 20

Il y a lieu de consacrer un ou des articles distincts au comité de concertation, d'une part, et aux comités de concertation de base, d'autre part.

Il y a lieu de préciser la composition et le fonctionnement des comités de concertation de base. En effet, l'article 19 ne concerne que le comité de concertation et non les comités de concertation de base ².

Article 17

À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de s'écarter des termes utilisés à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 2007, précitée.

(1) Comparez en ce qui concerne la réduction du délai avec l'article 42 de l'arrêté royal du 3 décembre 2006 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire.

(2) Cela résulte de l'emploi du singulier et du renvoi à l'article 4 qui ne peut s'appliquer aux comités de concertation de base.

Article 19

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison ne pas renvoyer à l'article 7, et ce d'autant plus que l'article 9 y renvoie.

Chapitres 4 et 5

Le chapitre 4 s'intitule "Le contrôle des conditions de représentativité" et le chapitre 5, "Le contrôle des critères de représentativité".

En vertu de l'article 1^{er}, 11/, du projet, il faut entendre par les mots "conditions de représentativité", les "conditions préalables d'aptitude à la représentativité énoncées à l'article 10, alinéa 2, de la loi" et, en vertu de l'article 1^{er}, 12/, du projet, par les mots "critères de représentativité", "les critères en matière d'effectifs syndicaux visés à l'article 10, alinéa 2, 2/, b), de la loi".

La distinction ainsi opérée suscite de nombreuses interrogations.

a) la distinction entre des "conditions" et des "critères" de représentativité n'est nullement consacrée dans la loi du 25 avril 2007, précitée. Celle-ci dispose uniquement, en son article 10, alinéa 2, 2/, que sont considérées comme représentatives pour siéger :

"2/ sans préjudice du 1/, les organisations syndicales agréées qui, à la fois :

- a) défendent les intérêts, soit de toutes les catégories de greffiers de l'Ordre judiciaire, soit les référendaires près la Cour de cassation, soit de tous les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux, soit de toutes les catégories de personnel énumérées ci-dessus;
- b) comptent un nombre d'affiliés cotisants qui représente au moins 25 pour cent de l'ensemble des personnes composant chaque groupe de personnel qu'elles représentent".

S'agissant de la vérification du critère visé à l'article 10, alinéa 2, 2/, b), l'article 11 de la loi fait intervenir la commission de contrôle.

b) L'obligation de compter un nombre d'affiliés cotisants qui représente au moins 25 pour cent de l'ensemble des personnes composant chaque groupe de personnel qu'elles représentent (article 10, alinéa 2, 2/, b), de la loi) serait à la fois une condition et un critère de représentativité, ce qui manque de clarté.

c) En vertu de l'article 24 du projet, le ministre vérifie les conditions de représentativité, ce qui est contraire à l'article 11 de la loi qui, comme invoqué ci-dessus, confie à la commission de contrôle la vérification du critère visé à l'article 10, alinéa 2, 2/, b), de la loi.

En conclusion, les chapitres 4 et 5 du projet seront revus à la lumière des observations qui précèdent. Ils seront groupés sous un seul chapitre qui fera clairement apparaître l'ordre chronologique des opérations et les responsabilités respectives du ministre et de la Commission de contrôle, tels qu'ils sont fixés aux articles 10 et 11 de la loi du 25 avril 2007, précitée.

L'article 1^{er}, 11/ et 12/, devra être revu en conséquence.

Article 23

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire, conformément à l'article 10, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2007, précitée : "... souhaite être considérée comme représentative pour siéger dans ...".

2. L'organisation syndicale agréée qui souhaite être considérée comme représentative doit, en vertu de l'article 23, alinéa 3, du projet, envoyer au ministre une copie de ses statuts et la liste de ses dirigeants responsables. Le Conseil d'État n'aperçoit pas la nécessité de cette exigence, dès lors que, pour être agréée, l'organisation syndicale a déjà dû fournir ces documents et leur mise à jour au ministre en vertu de l'article 9 de la loi du 25 avril 2007, précitée.

Article 27

L'article 27 doit, pour l'essentiel, être omis car il fait double emploi avec l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi. Il y a uniquement lieu de préciser que les pièces transmises à la commission de contrôle sont certifiées exactes par un dirigeant responsable.

Article 28

À l'alinéa 1^{er}, c'est à l'article 10, alinéa 2, 2/, b), qu'il faut renvoyer.

Article 31

1. Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier pour quelle raison seules les organisations syndicales représentatives ont droit à des délégués permanents.

2. Il n'y a pas lieu de traiter dans un même article la question des délégués permanents et celle, différente, des dirigeants responsables. L'alinéa 3 doit trouver place ailleurs dans le projet.

Article 32

À l'alinéa 1^{er}, c'est à l'article 31 qu'il faudrait renvoyer et non à l'article 30. De toute façon, la précision "tel que visé à l'article 31" est inutile.

Article 33

Cette disposition, qui concerne les délégués syndicaux mentionnés à l'article 30, 1/ et 2/, du projet devrait trouver place après l'article 30 (ou en constituer le paragraphe 2) et non s'insérer entre deux dispositions qui traitent uniquement de l'agrément des délégués permanents.

Article 37

À l'alinéa 1^{er}, 1^{ère} phrase, il y a lieu, semble-t-il, de mentionner une "convocation occasionnelle" et non une "convocation personnelle".

Article 38

Il y a lieu d'écrire "sur présentation à son supérieur hiérarchique d'une convocation personnelle ou d'un ordre de mission permanent ...".

Article 40

Cet article mentionne "l'autorité compétente". L'on suppose qu'il s'agit des chefs de corps. Il y a lieu de le préciser dans le projet.

La même observation vaut pour les articles 45 et 48 du projet.

Article 42

Cet article s'applique au "membre du personnel délégué syndical". Il semble cependant résulter des dispositions qui précèdent qu'un congé syndical ou une dispense de service peut être accordé à d'autres membres du personnel qu'un délégué syndical.

Article 44

L'article 44, seconde phrase, du projet dispose que les organisations syndicales représentatives peuvent exercer leurs prérogatives pour l'ensemble du personnel. La question se pose de savoir pourquoi une organisation syndicale représentative qui ne défend les intérêts que d'une partie des membres du personnel visés à l'article 2 de la loi du 25 avril 2007, précitée (par exemple les greffiers) pourrait exercer

ses prérogatives à l'égard d'autres membres du personnel (par exemple les référendaires à la Cour de cassation) ³.

Article 49

En vertu de l'article 49, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié.

⁽³⁾ L'on constate, d'ailleurs, qu'en vertu de l'article 46, alinéa 1^{er}, du projet chaque organisation syndicale représentative a le droit de se faire représenter par un délégué dans les commissions d'examen de tout concours, de toute épreuve ou de tout examen organisé "pour les membres du personnel qu'elle représente".

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.612/2
VAN 5 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 december 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 25 april 2007 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de Rechterlijke Orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

In het ontwerp wordt herhaaldelijk de term "vakorganisatie" gebruikt. Overeenkomstig artikel 1, 4/ en 5/, dient naargelang van het geval "erkende vakorganisatie" of "representatieve vakorganisatie" te worden geschreven.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het vierde lid schrijve men :

"Gelet op advies 45.612/2 van de Raad van State, gegeven op 5 januari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"

Dispositief

Artikel 1

1. In onderdeel 9/ wordt het begrip "referteperiode" gedefinieerd. Deze term wordt in het ontwerp echter niet gebruikt. De definitie is dus overbodig.

.../...

2. De onderdelen 7/, 8/ en 10/ verwijzen naar artikel 16 van de wet van 25 april 2007 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de Rechterlijke Orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken, dat betrekking heeft op de eerste toepassing van het in artikel 11, § 1, van dezelfde wet bedoelde representativiteitsonderzoek. Hoe staat het met de volgende onderzoeken ?

Artikel 2

Het is artikel 4 van de wet dat moet worden vermeld, en niet artikel 3.

Artikel 4

Krachtens artikel 5, tweede lid, van de voormelde wet van 25 april 2007 is de afvaardiging van de overheid in het onderhandelingscomité samengesteld uit de Minister van Justitie en de Ministers die bevoegd zijn voor Ambtenarenzaken en Begroting of hun behoorlijk gemachtigde afgevaardigden.

In het ontwerp mag derhalve niet worden bepaald dat de afvaardiging van de overheid bestaat uit maximum acht leden die door de Minister van Justitie zijn aangewezen.

Luidens artikel 5, derde lid, van de voornoemde wet van 25 april 2007 bepaalt de Koning weliswaar de samenstelling van het onderhandelingscomité. Om verenigbaar te zijn met artikel 5, tweede lid, kan deze machtiging echter alleen zo worden opgevat dat ze betrekking heeft op de samenstelling van de afvaardiging per representatieve vakorganisatie.

Artikel 8

Luidens artikel 3, eerste lid, van de voormelde wet van 25 april 2007 kan de Koning de spoedgevallen bepalen waarin geen onderhandeling hoeft plaats te hebben. Artikel 7, § 1, eerste lid, bevat een gelijkkluidende bepaling voor het overleg.

Doordat in onderdeel 4/ van het eerste lid sprake is van onderhandeling, voegt het iets toe aan de inhoud van artikel 3 van de voornoemde wet van 25 april 2007, dat de Koning machtigt te bepalen in welke spoedgevallen geen overleg is vereist. Het eerste lid, 4/, moet derhalve vervallen.

Artikel 11

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden in het tweede lid van artikel 11 van het ontwerp staat dat de termijn slechts bij onderlinge overeenkomst tussen de aanwezige afvaardigingen kan worden verlengd, terwijl in het derde lid staat dat de termijn alleen bij beslissing van de voorzitter kan worden beperkt ¹.

Artikelen 17 tot 20

Er moeten een of meer artikelen gewijld worden aan het overlegcomité enerzijds en aan de basisoverlegcomités anderzijds.

De samenstelling en de werking van de basisoverlegcomités moeten worden bepaald. Artikel 19 heeft immers alleen op het overlegcomité en niet op de basisoverlegcomités betrekking ².

⁽¹⁾ Vergelijk, wat de beperking van de termijn betreft, met artikel 42 van het koninklijk besluit van 3 december 2006 tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel.

⁽²⁾ Dit is het gevolg van het gebruik van het enkelvoud en van de verwijzing naar artikel 4 dat niet op de basisoverlegcomités van toepassing kan zijn.

Artikel 17

In het tweede lid is er geen reden om af te wijken van de bewoordingen gebruikt in artikel 8, § 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 25 april 2007.

Artikel 19

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden niet naar artikel 7 wordt verwezen, des te meer daar artikel 9 ernaar verwijst.

Hoofdstukken 4 en 5

Hoofdstuk 4 luidt "De controle van de representativiteitsvoorwaarde" en hoofdstuk 5 "Controle van het representativiteitscriterium".

Krachtens artikel 1, 11/, van het ontwerp moet onder "de representativiteitsvoorwaarde" worden verstaan "de in artikel 10, tweede lid, van de wet bedoelde voorwaarde om als representatief te kunnen worden beschouwd" en krachtens artikel 1, 12/, van het ontwerp onder "het representativiteitscriterium", "het in artikel 10, tweede lid, 2/, b), van de wet bedoelde criterium inzake het ledenaantal van de vakorganisaties".

Het onderscheid dat aldus wordt gemaakt doet talrijke vragen rijzen.

a) Het onderscheid tussen "representativiteitsvoorwaarden" en "representativiteitscriteria" is geenszins vastgelegd in de voornoemde wet van 25 april 2007. Deze bepaalt alleen in haar artikel 10, tweede lid, 2/, dat geacht worden representatief te zijn om zitting te hebben :

"2/ onverminderd het 1/, de erkende vakorganisaties die tegelijk :

- a) de belangen verdedigen van hetzij al de categorieën van griffiers van de Rechterlijke Orde, hetzij de referendarissen bij het Hof van Cassatie, hetzij al de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken, hetzij alle hier opgesomde categorieën van personeel samen;

.../...

- b) een aantal bijdrageplichtige leden tellen dat ten minste 25 % vertegenwoordigt van het totaal aantal personen die elke personeelsgroep die zij vertegenwoordigen, samenstelt."

In verband met het onderzoek van het criterium bedoeld in artikel 10, tweede lid, 2/, b), is in artikel 11 sprake van het optreden van de controlecommissie.

b) De verplichting een aantal bijdrageplichtige leden te tellen dat ten minste 25 % vertegenwoordigt van het totaal aantal personen die elke personeelsgroep die zij vertegenwoordigen, samenstelt (artikel 10, tweede lid, 2/, b), van de wet) zou zowel een representativiteitsvoorwaarde als een representativiteitscriterium zijn, wat een regeling is die aan duidelijkheid te wensen overlaat.

c) Krachtens artikel 24 van het ontwerp gaat de minister na of aan de representativiteitsvoorwaarde is voldaan, maar zulks is in strijd met artikel 11 van de wet waarbij, zoals hiervoren aangegeven is, aan de controlecommissie de taak wordt opgedragen om te onderzoeken of voldaan is aan het criterium dat is bepaald in artikel 10, tweede lid, 2°, b), van de wet.

Kortom, de hoofdstukken 4 en 5 van het ontwerp dienen te worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen. Deze hoofdstukken moeten één enkel hoofdstuk worden waarin duidelijk moet worden aangegeven wat de chronologische volgorde van de verrichtingen is en wat de respectieve bevoegdheden zijn van de minister en van de controlecommissie, zoals ze vastgesteld zijn in de artikelen 10 en 11 van de voormelde wet van 25 april 2007.

Artikel 1, onderdelen 11/ en 12/, zou dienovereenkomstig moeten worden herzien.

Artikel 23

1. In het eerste lid behoort overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van de voornoemde wet van 25 april 2007, te worden geschreven "... wenst representatief te worden geacht om zitting te hebben in ...".

2. Een erkende vakorganisatie die wenst representatief te worden geacht, moet krachtens artikel 23, derde lid, van het ontwerp aan de minister een kopie van haar statuten en de lijst van haar verantwoordelijke leiders overzenden. De Raad van State ziet niet in waarom dat vereiste nodig zou zijn, aangezien de vakorganisatie teneinde erkend te worden deze documenten en de bijwerking ervan reeds aan de minister heeft moeten bezorgen krachtens artikel 9 van de voormelde wet van 25 april 2007.

Artikel 27

Artikel 27 behoort grotendeels te vervallen, aangezien dat artikel een duplicatie is van artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet. Er behoort alleen te worden aangegeven dat de stukken die aan de controlecommissie worden overgezonden door een verantwoordelijke leider echt worden verklaard.

Artikel 28

In het eerste lid behoort te worden verwezen naar artikel 10, tweede lid, 2/, b), van de wet.

Artikel 31

1. De steller van het ontwerp dient te kunnen rechtvaardigen waarom alleen de representatieve vakorganisaties recht hebben op vaste afgevaardigden.

2. Er bestaat geen grond om in eenzelfde artikel de kwestie van de vaste afgevaardigden en de daarvan verschillende kwestie van de verantwoordelijke leiders te behandelen. Het derde lid moet elders in het ontwerp een plaats krijgen.

Artikel 32

In het eerste lid behoort te worden verwezen naar artikel 31 in plaats van naar artikel 30. De precisering "als bedoeld in artikel 31" is hoe dan ook overbodig.

Artikel 33

Deze bepaling, die betrekking heeft op de in artikel 30, 1/ en 2/, van het ontwerp bedoelde vakorganisatieafgevaardigden, zou moeten volgen op artikel 30 (of paragraaf 2 van dat artikel worden) en zou niet mogen staan tussen twee bepalingen die alleen handelen over de erkenning van de vaste afgevaardigden.

Artikel 37

In het eerste lid, eerste zin, dient blijkbaar melding te worden gemaakt van een "occasionele oproeping" in plaats van een "persoonlijke oproeping".

Artikel 38

Er behoort te worden geschreven "na voorlegging aan zijn hiërarchische meerdere van een occasionele oproeping of een doorlopende opdracht uitgaande van een verantwoordelijke leider".

Artikel 40

In dit artikel is sprake van "de bevoegde overheid". Verondersteld wordt dat daarmee de korpschefs worden bedoeld. Dat behoort in het ontwerp te worden gepreciseerd.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 45 en 48 van het ontwerp.

Artikel 42

Dit artikel is van toepassing op het "personeelslid-vakbondsafgevaardigde". Uit de voorafgaande bepalingen lijkt evenwel voort te spruiten dat een vakbondsverlof of een dienstvrijstelling kan worden toegestaan aan andere personeelsleden dan een vakbondsafgevaardigde.

Artikel 44

In artikel 44, tweede zin, wordt bepaald dat de representatieve vakorganisaties hun prerogatieven kunnen uitoefenen voor alle personeelsleden. De vraag rijst waarom een representatieve vakorganisatie die de belangen verdedigt van slechts een deel van de personeelsleden vermeld in artikel 2 van de voornoemde wet van 25 april 2007 (bijvoorbeeld de griffiers) haar prerogatieven zou kunnen uitoefenen ten aanzien van de overige personeelsleden (bijvoorbeeld de referendarissen bij het Hof van Cassatie) ³.

⁽³⁾ Vastgesteld wordt overigens dat krachtens artikel 46, eerste lid, van het ontwerp iedere representatieve vakorganisatie het recht heeft om zich door een afgevaardigde te laten vertegenwoordigen in de examencommissie van elk vergelijkend examen, van elke proef of van elk examen georganiseerd "voor de personeelsleden die ze vertegenwoordigt".

Artikel 49

Krachtens artikel 49 treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad.

Een dergelijke regeling van inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Die bepaling beoogt aan eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De betrokken bepaling moet vervallen, waardoor verwezen zou worden naar het gemene recht inzake inwerkingtreding, tenzij er een bijzondere reden bestaat om daarvan af te wijken. Als wordt gekozen voor de bewoordingen die in het ontwerp worden gebruikt, moet men zich ervan vergewissen dat de datum van bekendmaking iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van het bekendgemaakte besluit.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN